

Assainissement : 650 millions d'Africains privés de services de base

Dossier de la rédaction de H2o
September 2026

Le continent reste confronté à un important déficit en matière d'assainissement, malgré des progrès enregistrés ces dernières années. Selon le rapport 2026 sur le développement durable en Afrique, coécrit par la Commission Économique pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement (BAD), et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'accès aux services d'assainissement garantis en toute sécurité demeure largement inférieur à la moyenne mondiale. Entre 2015 et 2023, la proportion de la population africaine bénéficiant de services d'assainissement garantis en toute sécurité est passée d'environ 24 % à 30 %. Une progression reste toutefois insuffisante au regard de la moyenne mondiale, qui s'établit à près de 60 %. Le rapport estime ainsi qu'environ 650 millions de personnes en Afrique restent privées de services d'assainissement de base. Dans plusieurs pays du continent, la défécation en plein air demeure par ailleurs une réalité, illustrant l'ampleur des investissements encore nécessaires dans les infrastructures sanitaires et l'accès aux services essentiels. Cette situation constitue un enjeu majeur pour les politiques publiques, dans un contexte où les pays africains cherchent à accélérer leurs progrès vers les Objectifs de développement durable.

Le déficit concerne également les infrastructures permettant d'adopter des pratiques comportementales d'hygiène. En 2023, le rapport souligne que seulement 35 % de la population africaine disposait d'installations de base pour se laver les mains avec de l'eau et du savon. Ce taux représente moins de la moitié de la moyenne mondiale, soulignant la persistance d'un important écart entre l'Afrique et les standards internationaux en matière d'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Bassirou Mbaye, Le Journal de l'Économie Sénégalaise (Dakar) - AllAfrica